

➔ « Bibliothèques et Éducation nationale :

« **Bibliothèques et Éducation nationale : enjeux et perspectives** », Reims, 13 octobre 2011

Cette Journée d'étude, co-organisée par le Centre national de la littérature pour la jeunesse – La Joie par les livres de la Bibliothèque nationale de France, la Bibliothèque municipale de Reims et Interbibly (agence de coopération entre les bibliothèques, services d'archives et de documentation de Champagne-Ardenne), et qui s'est déroulée dans l'auditorium de la médiathèque Jean Falala, réunissait des contributeurs appartenant au monde de l'enseignement ou à celui de la culture, membres des administrations centrales et des collectivités locales ou acteurs de terrain, venus de diverses régions.

Cette Journée s'inscrivait dans la suite de celle de 2002, à la BMVR de Châlons-en-Champagne¹, et se voulait un temps de bilan et d'analyse sur les modes de coopération développés depuis entre les deux partenaires, l'Éducation nationale (EN) et les bibliothèques. Cette volonté d'échanges se plaçait également dans le souvenir encore stimulant des journées de 1993 à La Grande Motte². Certains des participants d'alors, présents durant cette Journée, ont pu en témoigner.

On aurait envie d'utiliser la métaphore de la relation amoureuse pour organiser notre propos : bibliothèques et EN s'aiment, se désaiment, mais surtout dialoguent difficilement. Soulignons cependant que les intervenants ont tous joué la carte de la franchise et qu'ils ont cherché véritablement à dégager des pistes de réflexion : tout n'est pas (encore) perdu !

La Journée a connu une progression dans son déroulement, par un découpage en deux temps, des constats institutionnels aux exemples de mises en œuvre dans trois domaines : la formation, les missions – respectives (?)² de développement culturel et d'accès au savoir et l'action culturelle.

Étonnamment, ce sont les représentants des institutions (service du Livre et de la Lecture pour le ministère de la Culture et de la Communication, Rectorat de l'académie de Reims pour l'EN), qui ont pointé un cadre administratif (trop) conséquent, des dispositifs excessivement nombreux (« batterie », « accumulation ») qui demanderaient une érudition titanique pour les maîtriser tous

et qui génèrent, de fait et même à regret, des choix et sélections entre différents types d'action à mener. D'autres contributeurs abordaient différemment cet aspect pour souligner combien le très grand nombre et la variété des acteurs dans ce genre de programmes nuisaient, parfois, à l'implication de tous sur le long terme. C'est l'action sur un territoire circonscrit, avec l'ensemble des partenaires locaux qui apparaît comme essentielle dans les conclusions de plusieurs interventions³. Ces projets concertés et ces partenariats actifs impliquent en amont une connaissance précise des champs d'action possibles, mais surtout des connexions fortes entre les deux univers : savoir identifier les interlocuteurs, connaître les canaux de diffusion de l'information, ne pas ignorer les impératifs des uns et des autres. Les obstacles : au déficit d'inscription pérenne de ce type d'actions, au-delà d'une année scolaire ou d'un trimestre, et à la relation inter-personnelle, on devrait opposer des réseaux structurés et opérationnels.

Autre difficulté récurrente observée, bibliothèques et EN ne sont (toujours) pas capables de dépasser leurs préjugés : à une attitude des enseignants jugée consumériste par les bibliothécaires (« mise à disposition » des ressources et des fonds) répond le regret exprimé par les enseignants d'un déficit de propositions et d'animations multi-supports (« ce n'est toujours que le livre ! »). Et la notion de « lecture plaisir », que l'on croyait éradiquée par les bibliothécaires eux-mêmes⁴, a ressurgi, pour pointer les dissonances entre les deux mondes : les bibliothécaires ignoreraient la réalité de la place de la littérature (jeunesse ou pas) dans les programmes scolaires, les enseignants seraient obnubilés par la lecture-apprentissage. Mais la bibliothèque fait amende honorable : « multiplier des prêts » de documents pour « faire du chiffre » (« abattage », « défilé »), cela ne correspond plus à ce qu'elle veut mettre en pratique, réfléchissant plutôt à ce qui peut avoir un effet à long terme sur la lecture des jeunes.

Mais ces querelles d'amoureux, ces prises de conscience, présentent des points de convergence que plusieurs intervenants ont soulignés. EN et bibliothèques sont en interaction avec les jeunes, avec leurs spécificités, et ils partagent la vision d'une nécessaire formation citoyenne de ces adultes en devenir. Dans les pratiques professionnelles, dans les possibilités d'accueil et de prise en charge, échanges et mutualisation sont possibles. Ainsi, les collectivités territoriales et les municipalités ré-investissent-elles la place laissée libre par l'État,

enjeux et perspectives »

et la prise en charge des temps péri-scolaires constitue un enjeu véritable car les bibliothèques pourraient y intervenir. Autre point de convergence : à l'EN comme dans les bibliothèques, on est revenu de la croyance en des « effets mécaniques » qui voulaient qu'à chaque action menée correspondait une hausse des prêts : difficilement évaluables, ces augmentations espérées sont d'ordre qualitatif (nos amoureux doivent accepter de miser sur l'avenir, même inconnu).

Si des pistes de travail et des similitudes dans les constats se dessinent, elles semblent fragiles cependant : la volonté des acteurs est-elle toujours présente ? Quels sont les effets du désengagement de l'État dans les services publics ? Et ceux de la perte de croyance en une culture humaniste et basée sur les savoirs et les apprentissages ? Tout cela hypothéquant également et fortement les impératifs de chacun.

Mais justement : et si c'était de cette crise que la coopération pouvait naître ? si, pour éviter le pire et tenter de sauver ce qui reste et surtout développer les partenariats, EN et bibliothèques convergeaient enfin ? À l'écoute des différentes interventions, cela pourrait être possible, tant les enseignants et les bibliothécaires paraissent menacés dans leurs missions et fondamentaux, tout en étant conscients que l'enjeu de la jeunesse mérite le meilleur de tous. L'annonce qui a été faite dans cette Journée d'une enquête nationale (cf. celle de 1993), menée par le ministère de la Culture, sur les partenariats entre l'EN et les bibliothèques et leur efficacité, suscite, dans ce contexte, beaucoup d'attentes.

Cette Journée ne prenait pas seulement en compte la coopération avec l'enseignement primaire, mais élargissait la perspective de la coopération au secondaire. Ce fut l'occasion d'un constat brutal : à un pourcentage de plus de 90% d'écoles concernées, on tombe à 20% pour l'enseignement secondaire. Voilà qui a interpellé les participants, bibliothécaires et professeurs documentalistes au premier chef.

On regrettera l'absence de représentants des bibliothèques universitaires dont le quotidien professionnel est déjà teinté de coopérations avec les équipes scientifiques et pédagogiques : leurs regards et expériences auraient été les bienvenus.

On regrettera aussi de ne pas avoir entendu la parole des jeunes – sous quelque forme que ce soit – pour nous dire (enfin) ce qu'ils attendent de la lecture, de la culture et des deux institutions qui les promeuvent. *Quid* de l'encadrement, de la médiation, des règles ?

Indiquons enfin que l'écueil de l'usage d'un langage propre à chaque institution n'a pu être évité : aux « PAG » et « IA » des uns répondaient les « BU » et « 3^e lieu » des autres ; encore un point commun ?

Cette Journée se terminait par une parole « autre », inattendue et nécessaire. Celle lumineuse, bienveillante, ironique parfois, d'un auteur, Cathy Ytak, qui faisait part de ce qu'elle vivait, elle, dans ces rencontres avec les jeunes, organisées, certes, par les institutions, mais propices à des échanges vrais, touchant au plus profond et à l'intime.

Si en 2002 les Journées châlonnaises mettaient « en valeur trois faits essentiels : la reconnaissance tardive, mais avérée, d'une spécificité de la littérature pour la jeunesse ; des volontés politiques concrétisables dans le cadre de dispositifs contractuels ; de nouveaux moyens humains, financiers et matériels donnés aux bibliothèques, aux écoles, pour favoriser les échanges, les rencontres entre professionnels, élèves, écrivains, auteurs de livres pour la jeunesse »⁵, il faut se réjouir que, neuf ans après, les deux premiers points se soient affirmés avec tant de force ; il semblerait que l'on achoppe toujours sur la dernière préconisation. Mais, à défaut de « nouveaux moyens », on a vu s'illustrer dans cette Journée, même si les contributions ont soulevé plus de questions qu'elles n'ont apporté de réponses, la volonté de collaboration, de mutualisation, de dialogue. Reste à leur donner une densité plus forte.

1. *Bibliothèque, école : regards croisés sur les coopérations*, Actes du colloque, Châlons-en-Champagne, 24 et 25 octobre 2002.

2. Jean-Marie Privat, Béatrice Pedot, Caroline Rives (sous la dir. de), *Bibliothèque, école : quelles coopérations ?* Rapport d'enquête « Les relations entre les bibliothèques publiques et le monde scolaire : complémentarité et coopération », Actes de l'université d'été de la Grande-Motte, Paris, CRDP Ile-de-France, coll. « Argos », 1994.

3. Un souci d'« équité » a été affirmé avec force même si l'on n'a pu proposer de solution face à ce qu'il advient quand le territoire ne parvient pas à fédérer des forces vives. Des « déserts » locaux existent toujours, où les services publics manquent et où une fracture sociale s'accroît.

4. Nic Diament, Caroline Rives, « Pour en finir avec le plaisir de lire », *Bibliothèques* (29), octobre 2006, p. 18-20.

5. Joël Moris, « Bibliothèque, école », *BBF* (2), 2003, p. 125. En ligne sur le site de la revue.

Bérénice Waty

Docteur en anthropologie culturelle